

FORETS DU NORD-EST DE MADAGASCAR : ARRETONS LE MASSACRE !

par Robin Débois

La ruée vers le bolabola

26 janvier 2009, 14 heures, Sambava : cinq cents émeutiers des villages environnant Sambava se rassemblent devant le magasin MAGRO¹. Ils le prennent d'assaut, le pillent, l'incendient et le détruisent, ainsi que la station de radio MBS² et deux autres commerce et usine de vanille, liés au Président. Quatre pillards périssent dans les flammes des incendies qu'ils ont eux-mêmes allumés.

26 janvier 2009, 16 heures, Sambava : trois 4x4 vides arrivent d'Antalaha, envoyés par de riches notables de cette localité. Ils viennent chercher une vingtaine de voyous ayant saccagé MAGRO pour les amener à Antalaha, avec l'objectif d'attaquer le magasin TIKO³ situé dans cette ville.

26 janvier 2009, 18 heures, Antalaha : la population, dûment encadrée par les voyous, attaque et pille le magasin TIKO. Pendant que les forces de l'ordre restent dans leur caserne et commissariat, les commanditaires de l'attaque envoient leurs employés s'emparer de l'important dépôt de bois saisi par les Eaux et Forêts d'Antalaha⁴, dont les locaux ont été désertés. En quelques minutes, des centaines de « bolabola »⁵ disparaissent, emportées par des camions vers les dépôts privés des trafiquants. L'attaque de TIKO n'était qu'une simple opération de diversion, parfaitement réussie.

7 février 2009, Tananarive : le Président Ravalomanana fait tirer sur la foule des manifestants, occasionnant des dizaines de morts et des centaines de blessés. La confusion s'empare du pays.

8 février 2009, dans le Parc du Marojejy : les trafiquants de bolabola s'apprêtent à sortir du Parc des centaines de billes de bois pour les charger dans des camions. La population des villages environnants s'y oppose, car elle touche 50% des revenus du Parc, redistribués par l'ANGAP, l'association privée responsable de sa gestion. Les trafiquants dispersent la foule par des tirs de semonce d'armes automatiques. Leurs chefs se rendent à Andapa et menacent le directeur du Parc d'incendier sa maison s'il s'oppose à leur action. Le directeur décide de fermer le Parc au public et avertit Tananarive, où le pouvoir vacille.

C'est l'absence de signal que tout le monde attendait. Plus de WWF, plus d'ANGAP, plus de gendarmes, plus de représentants des Eaux et Forêts : c'est la ruée vers le bolabola, la fièvre de l'or rouge s'empare de toute la région.

¹ Une des chaînes de magasins alimentaires du Président Ravalomanana.

² Appartenant aussi au Président.

³ L'autre chaîne de magasins alimentaires du Président Ravalomanana.

⁴ Le Président Ravalomanana avait beaucoup lutté contre le trafic de bois de rose. Mais c'était, semble-t-il, pour capter à son profit cette filière très lucrative. Le bois saisi était revendu aux enchères, comme le veut la loi, mais à Tananarive, avec un unique acheteur dans la salle (source : un fonctionnaire sous anonymat des Eaux et Forêts). En outre, les autorités malgaches viennent de retrouver un important stock de bois de rose dans le village natal du Président (source : bulletin d'information de la RTA en date du 18 avril 2009).

⁵ Terme malgache désignant une bille de bois précieux, avant équarrissage (littéralement : ce qui est rond).

Les filières

Dans le Parc National du Masoala, plus de 1 000 personnes⁶ se précipitent pour rechercher les bois de rose et d'ébène (voir encadré), les abattre, les débiter en billes, les descendre à la rivière la plus proche et les acheminer par flottage (arrimées à des bois plus légers) jusqu'à l'embouchure. [photo 01. Légende : le transport des billes de bois par flottage dans le Masoala] Là, les billes sont chargées sur des boutres et débarquées de nuit sur les plages d'Antalaha. [Photo 02. Légende : L'attente du bateau à l'embouchure d'une rivière dans le Masoala] Des camions les emmènent ensuite dans les dépôts des chefs de ce trafic. [photo 04a ou 04b ; photo 05a ou 05b ou 05c. Légende : Des centaines de billes de bois de rose en attente, chez les grossistes d'Antalaha, mars 2009] Au nombre d'une douzaine⁷, leurs noms sont connus de tous. Il s'agit principalement d'exportateurs officiels de bois précieux mais qui profitent de cette période troublée pour augmenter leurs quotas, mais aussi d'hôteliers ou de riches commerçants ayant des capitaux à investir dans cette opportunité très lucrative. Le bois est ensuite évalué, conditionné et acheté par des hommes d'affaires venus de Chine pour la circonstance. [photo 03. Légende : Après la pesée, la mise en sac des bois de rose équarris, Antalaha, mars 2009] Il est acheminé par conteneur en camion vers le port de Vohémar, les barrages de gendarmerie et de police ayant disparu de cet axe dès le début de la crise. Une fois réglées les formalités douanières, il est embarqué à bord de navires à destination de la Chine pour plus de 90% de la production⁸. C'est la première filière de ce trafic, la plus importante aussi. [carte SAVA. Légende : Les deux filières d'exportation du bois de rose dans la région SAVA]

La seconde vient du Parc du Marojejy, parc de montagne et d'accès difficile. Les trafiquants ne s'y déplacent plus eux-mêmes : ils envoient des collecteurs (comme pour la filière de la vanille, un peu moins lucrative mais légale). Les collecteurs sont nombreux et originaires des villes avoisinantes. Ils recrutent des villageois des alentours pour former des dizaines d'équipes qui vont arpenter le Parc. Certains villageois cherchent les bois précieux dans une forêt qu'ils connaissent particulièrement bien. Ils vendent le renseignement à une équipe. Le collecteur se déplace, évalue le poids et fait abattre l'arbre par ses hommes, et paye tout le monde sur-le-champ. Le bolabola est dégagé, puis transporté dans des conditions parfois difficiles et dangereuses (la plus grosse bille vendue faisait 1 400 kilos ! La moyenne est à 200 kg) vers un dépôt caché dans la forêt. [photo 06. Légende : Aux abords de la forêt, dans l'attente des camions.] [photo 07. Légende : Certains dépôts sont tellement énormes qu'on ne peut plus les cacher...] Ce dépôt est parfois attaqué et pillé par la concurrence. Certains collecteurs peu scrupuleux (c'est presque un pléonasme...) remplissent de pierres et de sable les billes creuses, pour en augmenter le poids ! Tant pis pour les acheteurs chinois et leurs scies électriques... D'autres collecteurs sont eux-mêmes attaqués par des bandits pour être dévalisés des espèces qu'ils doivent transporter sur eux dans la forêt pour acheter les billes de bois. Ceux qui survivent et dont le dépôt est intact préviennent la tête de réseau. Sur Sambava, il s'agit de deux femmes et d'un homme. Ils envoient leurs camions ou leurs 4x4 chercher les bolabola, qui sont déchargés au grand jour dans un atelier de

⁶ Source : wildmadagascar.org

⁷ Les trois principaux « exportateurs » cumulent les deux tiers du trafic total.

⁸ Source : Le guide du visiteur de la Forêt Pluviale de Masoala au Zoo de Zurich. En fait, la Chine est saturée de bois de rose malgache, elle le stocke en attendant l'inévitable pénurie à venir.

circonstance, qui est resté visible depuis la route de l'aéroport de Sambava pendant 2 semaines et a aujourd'hui disparu. Là, des ébénistes venus de Chine travaillaient le bois pour en faire des pièces manufacturées, ce qui en facilitait l'exportation. La loi réglemente en effet l'exportation de bois brut. Elle est beaucoup plus souple sur celle du bois travaillé.

Les aspects légaux

A Madagascar, la coupe du bois précieux n'est pas interdite mais réglementée. Ce qui est strictement interdit, c'est la coupe dans les aires protégées, dont les Parcs du Masoala et du Marojejy. Dans les zones non sanctuarisées, il y a des règles à respecter, comme le choix des essences, la taille minimale de l'arbre, l'espacement entre les coupes. Des permis de coupe et d'exploitation sont délivrés par les Eaux et Forêts, et contrôlés par les différents barrages des forces de l'ordre lors du transport du bois. La transformation par les menuisiers locaux pour le marché intérieur n'est pas réglementée. L'exportation de bois brut est contingentée et lourdement taxée. Bien évidemment, plus aucune de ces règles n'est aujourd'hui observée, en particulier par les nouveaux venus dans cette activité. Le diamètre minimum des troncs, la surface exploitable, la distance réglementaire entre chaque coupe sont ignorés au profit de la quantité et de l'immédiateté. La mauvaise qualité du bois vendu provoque des réclamations des acheteurs étrangers.

Beaucoup de trafiquants, mus par la seule cupidité, font de fausses déclarations sur leur stock dans les demandes d'exportation envoyées au Ministère des Eaux et Forêts, car la nouvelle coupe est plus contingentée que l'exportation de stocks anciennement coupés. Ensuite, ils coupent rapidement la quantité autorisée puis font livrer le bois au port, en mentant sur la date de coupe. Ainsi apparaît la fièvre de la coupe qui s'empare de toute la filière.

Les aspects économiques

Au dépôt en forêt, le bois est vendu 3 000 ariary⁹ le kilo par les collecteurs aux grossistes. Les villageois qui transportent le bolabola jusqu'à la route touchent 7 000 ariary par jour. Au port de Vohémar, les acheteurs chinois payent 5 à 6 US \$ le kilo de bille de bois de premier choix¹⁰, 3 à 4 US \$ le second choix. Ce qui fait entre 7 et 9 millions d'ariary la tonne. La planche en demi-madrier coûte 2,5 US \$ le kilo, soit 4,5 millions d'ariary la tonne (1 800 euros). Un conteneur peut recevoir jusqu'à 20 tonnes de billes de bois de rose, sa valeur d'achat est donc de 180 millions d'ariary pour du premier choix (environ 72 000 euros). [photo 08. Légende : Un conteneur prêt à l'embarquement pour la Chine] Il est d'usage que l'exportateur consacre 15% de cette somme (environ 10 000 euros, ou 125 millions de francs malgaches, pour employer cette ancienne monnaie familière aux gens de la région) à la « facilitation » des démarches administratives de toute la filière d'exportation. Par exemple, pour 2 euros par personne, certains des gendarmes chargés des contrôles en forêt se laissent convaincre de ne rien voir¹¹. Il en coûtera de 20 à 50 euros pour qu'un camion de bois précieux franchisse un contrôle routier. Les divers échelons

⁹ Taux de change moyen : un euro = 2 500 ariary.

¹⁰ Source : sobika.com

¹¹ Source : sobika.com. Cette corruption participe à la cécité des autorités de Tananarive, lesquelles affirment de bonne foi que « tout va bien, la coupe est arrêtée. »

administratifs et douaniers absorbent le reste de ces 125 millions. Cet argent de la corruption est en partie réinvesti dans la filière : tel représentant des forces de l'ordre « fait tourner » 2 500 euros (5 années de son salaire officiel) pour acheter des bolabola dans la forêt et les revendre aux grossistes avec sa marge et sa garantie de sécurité... Un conteneur de bois de rose peut donc rapporter jusqu'à 90 millions d'ariary (36 000 euros) de marge nette au grossiste.

Les aspects écologiques

Les conséquences écologiques de cette fièvre du bolabola sont encore difficiles à évaluer : les trafiquants sont nombreux, armés et dangereux. Personne ne va donc dans la forêt s'il ne fait pas partie de cette filière. En l'absence de photo aérienne, il est donc difficile de se faire une idée exacte de l'ampleur des dégâts. Mais le terme « déboisement massif » concernant les Parcs du Marojejy et du Masoala revient souvent dans la bouche des témoins. Ce qui est plus facile à estimer est la quantité d'arbres exportés et en attente : 563 conteneurs¹² ont quitté Vohémar entre février et avril 2009. Si l'on ajoute les stocks visibles en attente à Antalaha, on peut évaluer à 60 000 le nombre de billes exportées, soit environ 20 000 arbres coupés¹³. C'est un chiffre minimum, qui ne tient évidemment pas compte des dépôts cachés ici ou là. En outre, des « autoroutes » de circonstance ont été tracées pour permettre l'accès des camions. Or, la région SAVA (Sambava, Vohémar, Antalaha) est une des zones où les cyclones touchent terre à Madagascar. Des études ont montré que les forêts morcelées ou avec de nombreuses lisières, résistent moins bien aux cyclones que celles qui sont intactes¹⁴, car les vents violents y ont plus de prise. La multiplication des clairières et des layons va donc accélérer la déforestation naturelle et amplifier celle de l'homme : les cyclones font plus de dégâts, abattent plus de branches qui sècheront une fois venu le temps des fortes chaleurs et s'enflammeront accidentellement lors de la période des brûlis. Ce qui reste de forêt brûlera alors plus facilement, dans un pays dépourvu de moyens de lutte contre l'incendie. Un cercle vicieux qui ne prendra fin qu'avec la disparition totale de la couverture végétale...

La faune n'est pas épargnée par cette ruée vers l'or rouge. Il est évident que des bandes armées, faisant un travail éprouvant dans un milieu éloigné de tout, n'envoient pas une équipe acheter de la viande au marché du village à 2 ou 3 jours de marche. Elles la trouvent sur place. Nombre de lémuriens sont « invités » au repas des coupeurs de bois. Les plus gros sont les plus recherchés, mais les petits font aussi l'affaire.

Des chasseurs professionnels profitent également de la faiblesse du pouvoir central pour se livrer à leur macabre commerce. Comme ce notable d'un village de forêt¹⁵ situé à quelques dizaines de kilomètres au sud-est d'Andapa, qui chasse depuis de longues années dans les forêts de la région. Très bien équipé, il chasse sans discernement avec une meute de chiens pour ensuite revendre la viande. On peut estimer à plus de 3 000 le nombre de lémuriens tués depuis le début de son activité. Ses clients sont une communauté malgache connue pour l'éclectisme de ses goûts culinaires, de la région SAVA jusqu'à Tananarive en passant par Tamatave. Sa zone

¹² Source : un informateur proche des Douanes.

¹³ Ce qui fait 15 à 18 millions d'euros de bénéfices pour les grossistes...

¹⁴ Source : Le guide du visiteur de la Forêt Pluviale de Masoala au Zoo de Zurich.

¹⁵ Source : sobika.com

de chasse s'étend jusqu'au Makira, connu pour héberger les espèces de lémuriers les plus spectaculaires et les plus menacées. Que dire encore de ce restaurateur d'Andapa, ayant pignon sur rue et qui chasse depuis des années : pour passer tranquillement les contrôles routiers de la police, il cache les espèces protégées (les lémuriers) dans le ventre éviscéré des espèces autorisées à la chasse (les sangliers) !

Les aspects sociaux

Les habitants des abords des parcs sont une population pauvre, peu instruite et économiquement fragile. Dans le cadre du développement durable, ils sont financièrement associés aux retombées économiques de l'écotourisme, puisque l'ANGAP partage ses bénéfices avec eux à part égale. En outre, des agents du WWF patrouillent régulièrement la région et en janvier 2009, un villageois a été condamné à 2 mois de prison ferme pour avoir débité 18 planches dans un arbre abattu en limite de parc. Les villageois ont donc une peur bleue des « fanjakany », les fonctionnaires, et plus généralement, de tout ce qui incarne l'autorité de l'Etat. Ils cultivent la vanille, dont les cours sont très bas depuis 5 ans, et le riz pour leur consommation personnelle. Au début de la fièvre du bolabola, ils sont restés très méfiants, se contentant de guider les collecteurs venus des villes vers les arbres sur pied. Ensuite, tout s'est emballé. Constatant l'absence de répression et l'enrichissement rapide de ceux qui osent, ils sont entrés dans la course sans limite, avec le sentiment que cela n'allait pas durer et donc, qu'il fallait en profiter. La concurrence venue des villes les y a encore plus incités. Par exemple, le 14 avril 2009, il y avait une pénurie de poisson au bazar de Sambava. Motif invoqué par les vendeuses : tous les hommes sont partis au bolabola... Comme en 2002, quand les cours de la vanille se sont envolés vers des sommets historiques, les villageois espèrent un enrichissement non pas facile (le transport des bolabola est très difficile) mais rapide. A cette époque, ils avaient acheté n'importe quoi aux commerçants de la région : des ventilateurs, des télévisions, des chaînes stéréo, alors qu'il n'y a pas d'électricité au village, juste pour étancher leur soif de consommer, un besoin de paraître et d'impressionner leurs voisins. On assiste aujourd'hui, dans une moindre mesure, au même phénomène. Beaucoup de colporteurs (friperie, ustensiles et outils divers) se précipitent dans les montagnes et au Cap Est pour vendre leurs marchandises dans des villages de circonstance. Les communautés villageoises sont en train de changer. La nuit, certains vont piller les dépôts de ceux qui font la fête dans les bars des villages. L'entraide et la solidarité, valeurs fondamentales à Madagascar et notamment dans les communautés montagnardes, sont en recul dans ces populations. La loi du plus fort et le chacun pour soi gagnent chaque jour du terrain.

La réaction du nouveau Gouvernement

Le passage du nouveau Président Rajoelina à Sambava, le 4 avril dernier, a effrayé les collecteurs et les coupeurs. Ils sont sortis des parcs par précaution, craignant qu'il ne ré-affirme publiquement leur protection. Mais il a soigneusement évité ce sujet, très sensible dans la région. La coupe a alors repris dès le lendemain avec encore plus d'ardeur...

Alertées de tous côtés, de puissantes ONG internationales (WWF, Conservation International, WCS, etc.) ont demandé et obtenu un entretien le 30 mars dernier avec le ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts.

M. Mario Rakotovao, en charge de ce portefeuille, a déclaré que la priorité de son ministère était de mettre un terme à la coupe illégale dans les aires protégées, suite au départ des gardes et à l'arrivée de bandes armées dans le sillage de la crise politique.

Selon l'un des représentants d'ONG ayant assisté à la réunion, le Ministre prévoit¹⁶ de :

- 1- renforcer les forces régionales par des gendarmes venus de la capitale, ainsi qu'une équipe de la DCAI (direction de la surveillance des forêts) ;
- 2- lancer une campagne de communication à la radio et dans les journaux, rappelant que l'abattage est illégal dans les aires protégées ;
- 3- examiner les exportations en cours et arrêter les nouvelles exportations dans le port de Vohémar ;
- 4- annuler le décret qui a autorisé l'exportation des stocks en janvier ;
- 5- contrôler les visas des acheteurs étrangers dans la SAVA ;
- 6- nommer un nouveau directeur régional des Eaux et Forêts ;
- 7- poursuivre les auteurs de messages à la radio qui encouragent l'abattage dans les parcs.

Cette vive réaction des autorités nationales suffira-t-elle à mettre un terme à ce trafic très lucratif ? Un début de décrue s'est fait sentir. La police a investi les hôtels de Sambava où logeaient des Chinois, pour un contrôle en règle. Les ateliers clandestins de coupe de bois ont disparu aussi vite qu'ils s'étaient montés. La Gendarmerie a commencé à saisir des camions transportant des bolabola, notamment suite aux plaintes des villageois eux-mêmes : comme les billes sont très lourdes et nombreuses, les porteurs choisissent la ligne droite pour amener les billes jusqu'à la route : ils ne respectent ni les champs de vanille, ni les rizières qu'ils foulent au pied. [photo 09. Légende : Deux camions chargés de bolabola, dans la cour d'une gendarmerie où ils ne resteront que 48 heures.] Et ça, pour n'importe quel paysan, c'est insupportable ! Les grossistes risquent donc d'avoir à déménager encore une fois leurs énormes dépôts de bolabola, un peu trop visibles aujourd'hui. Ils vont immerger les billes de bois au fond des rizières ou en mer, où elles peuvent rester sans dommage pendant des années, à l'insu des forces de l'ordre. Avantage des bois imputrescibles...

Un plan d'action en guise de conclusion

Tant que les grossistes ne seront pas neutralisés, l'exploitation des bois précieux va rester ce qu'elle était auparavant : une activité officielle, de faible volume, mais générant des profits substantiels, avec, en parallèle, un trafic officieux, d'ampleur moyenne, source de revenus considérables. Dans un pays très pauvre, il est extrêmement difficile d'emprisonner un notable¹⁷, même si la volonté politique est présente (ce n'est pas non plus toujours facile dans un pays riche...). Il est donc

¹⁶ Source : wildmadagascar.org

¹⁷ L'un des plus importants trafiquants de bois de rose a été condamné en septembre 2007 pour coupe illégale dans une aire protégée. Il n'a fait que 3 semaines de prison.

souhaitable que la communauté internationale renforce les moyens d'action des autorités du pays pour mettre un terme à ce trafic. Plusieurs niveaux d'action sont envisageables :

1- agir sur les hommes politiques :

Il faut sortir la déforestation du champ politique. Au plus fort de la lutte contre le Président Ravalomanana, en février et mars 2009, on a entendu à plusieurs reprises des leaders régionaux et municipaux appeler à « couper le bois sans restriction » sur les ondes des radios locales, dans le but de rallier les mécontents de cette interdiction de l'Etat. Il importe que ces démagogues sans conscience rendent des comptes, maintenant qu'ils ont été exaucés.

2- agir sur les grossistes :

Il faut faire disparaître concomitamment le sentiment d'impunité des grossistes et la forte rentabilité de la filière bois précieux. A cet effet, plusieurs actions sont possibles :

- inciter les consommateurs européens à ne plus acheter les produits dérivés des bois précieux (instruments de musique, figurines de jeu d'échec et meubles, principalement). Ce procédé a fonctionné pour ralentir le massacre des animaux à fourrure ;
- informer les écotouristes (qui rapportent 400 millions de dollars par an au pays) de la situation locale réelle : l'état des parcs, la liste des hôtels et restaurants impliqués dans le trafic de bois ou la chasse aux lémuriens. La loi de l'argent est mieux comprise dans ce milieu que la peur de la prison et Internet est très réactif en matière de diffusion de l'information ;
- pénaliser internationalement ce qui l'est déjà localement. En effet, les forêts primaires de la côte est de Madagascar ont été inscrites au début de 2009 au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Donc, le maintien de ces paysages en leur état originel est l'affaire de l'humanité toute entière. On peut ainsi imaginer la création d'un « crime de destruction du patrimoine mondial » ou celle d'un « crime contre la biodiversité », comme il en existe un « contre l'humanité », reconnu par un grand nombre de pays, à l'exception il est vrai des puissances majeures. On pourrait ainsi limiter les déplacements à l'étranger des trafiquants et saisir leurs avoirs bancaires, car il est peu probable que ce soit à Madagascar qu'ils dépensent leurs 36 000 euros de bénéfices par conteneur.
- encourager l'exploitation forestière légale, en supprimant tout quota d'exportation sur les bois provenant de sylviculture.

3- agir sur les villageois :

Il faut trouver le point d'équilibre entre la nécessaire répression des délinquants et la prévention de tels saccages dans le futur. Là réside la zone de survie de ces populations qui doivent trouver leur place entre les espèces protégées d'arbre ou de lémurien. Pour cela :

- restaurer la crédibilité des agents de l'Etat, en renforçant leur présence, leur intégrité morale et l'exemplarité des peines encourues en cas de coupe illicite ;

- éduquer les populations des forêts en montrant les conséquences de la déforestation. On pourrait s'appuyer sur la situation écologique des Philippines, par exemple : on y voit chaque année de gigantesques glissements de terrain (absence d'arbres pour retenir la terre en cas de forte pluie) qui engloutissent des centaines de personnes, des villages ou des quartiers entiers.
- développer des cultures alternatives à la vanille et au riz, pour en lisser la variation annuelle des cours ;
- faire participer ces populations à des campagnes de reboisement conduites par l'Etat, à partir de pépinières adaptées (en évitant les espèces faciles et envahissantes, comme l'eucalyptus ou le grévilléa).

La pénalisation internationale des crimes contre l'environnement, pour utopiste qu'elle soit, pourrait favoriser une prise de conscience collective. Ainsi, l'une des trois valeurs fondamentales de la République Malgache, le « Tanindrazana » (la terre des Ancêtres) pourrait avantageusement être remplacée par un « Taninjanaka », la terre de nos enfants...

Epilogue

Samedi 18 avril 2009 : le Ministère de l'environnement, des Eaux et Forêts ferme le port de Vohémar pour l'exportation des bois de rose.

Dimanche 19 avril 2009 : un avion spécial fait un aller et retour Antalaha-Tananarive, avec à son bord une délégation des exportateurs de bolabola. Ils sont reçus à la Primature en présence du ministre de l'Environnement.

Lundi 20 avril : les camions reprennent leurs rotations pour amener les conteneurs de bois au port de Vohémar, où ils restent à quai dans l'attente d'une décision gouvernementale qui ne vient pas.

Mardi 21 avril : les coupeurs partis d'Antalaha en direction du sud font leur jonction en plein coeur du Masoala avec leurs homologues partis de Maroantsetra, vers le nord.

Encadré : les bois précieux à Madagascar

Deux essences sont exploitées majoritairement : le palissandre (ou bois de rose) et l'ébène. Le palissandre, ou plus exactement les palissandres car il en existe 43 espèces à Madagascar sur les 125 connues dans le monde, ne dépassent guère les 20 m de hauteur. Leur bois est très dense (1,15 tonne au mètre cube, soit deux fois plus que le chêne, le plus noble des bois européens). Il est imputrescible et il résiste très bien aux insectes et aux champignons. Quatre espèces portent le nom de bois de rose (principalement *Dalbergia nigrescens*, *D. latifolia* et *D. oliveri*). A la coupe, le bois est d'un magnifique rouge-violet qui, malheureusement ne dure pas. Par oxydation au contact de l'air, le bois noircit définitivement.

L'ébène, ou plaqueminier (*Diospyros malabarica*, *D. mollis*, *D. ebenum*), compte 500 espèces dans le monde. Sa densité est supérieure à celle du bois de rose (1,4 tonne par mètre cube). Le bois est noir, brun, rouge, vert, blanc ou multicolore. On en fait des flûtes, des touches de piano, des manches de couteau, des figurines de jeu d'échec et on l'utilise pour la construction.

La dureté de ces bois est telle qu'ils sont très difficiles à travailler : ils se fendillent très facilement sous l'outil. Seul un ébéniste (le bois a donné son nom au métier) chevronné peut en tirer quelque chose. En outre, la bille de bois doit sécher de longues années (10 à 15 ans) pour perdre toute sa sève et ne pas se fendiller lors des variations d'humidité, une fois transformée en meuble.